

# Appel à l'aide des doyens de médecine

■ Ils dénoncent l'inertie du politique alors que les places de stage vont manquer.

Le geste est fort. En front commun, les doyens des facultés de médecine de l'UCL, de l'ULB et de l'ULG ont exprimé jeudi, dans une lettre ouverte adressée au Premier ministre ainsi qu'à tous les ministres compétents en matière de Santé, leur vive inquiétude quant à l'avenir des étudiants de médecine qui termineront leur formation de base (master) en juin 2018.

Cette année-là, suite à la réduction de la durée des études (de 7 à 6 ans) entrée en vigueur en 2012, deux promotions arriveront au terme de leur master en même temps.

## Aucun financement prévu

La difficulté est que cette double cohorte représente 1 800 étudiants en Fédération Wallonie-Bruxelles qui devront alors se choisir une voie de spécialisation pour poursuivre leurs études. Or, par manque de moyens financiers notamment, il n'y aura pas suffisamment de places de stage de qualité pour tous ces étudiants en voie de spécialisation. Selon les doyens, et comme l'annonçait "La Libre" en janvier dernier, la commission de planification estime le nombre de places de stage manquantes à 1 061 pour 2018

en Fédération, contre 444 seulement en Flandre. "Sans des actions politiques concrètes, le véritable *numerus clausus* sera en fin de formation", avertissent les doyens. "Les facultés de médecine ne peuvent accepter ce constat alarmant."

Aucun financement tant fédéral que communautaire n'a en effet été prévu pour gérer l'impact de cette double cohorte, déplorent les doyens. Qui enjoignent les différents responsables politiques à "prendre d'urgence le dossier en charge, globalement et de manière concertée". Une allusion directe aux tensions persistantes entre fédéral et Fédération Wallonie-Bruxelles sur le dossier des études de médecine.

Sans solution rapide, avertissent les doyens, ces mêmes politiques auront à "expliquer aux étudiants et à leurs familles que des médecins formés dans (nos) universités ne puissent pas débiter un master de spécialisation alors que tous les indicateurs montrent qu'il y a une véritable pénurie de médecins dans certaines régions du pays et pour certaines spécialités bien identifiées par la commission de planification, et que pour combler cette pénurie, l'an dernier, plus de 35 % des nouveaux médecins sont venus de l'étranger et ont obtenu un numéro Inami", conclut la lettre cosignée par Marco Schetgen (ULB), Vincent Dorio (ULG) et Dominique Vanpee (UCL). (Avec Belga)